

la lettre de l'Europe

mandature 2004 / 2009 décembre 2006 numéro 5



Stéphane Le Foll

Député européen

Membre de la
commission de
l'agriculture

Membre de la
délégation pour les
relations avec le Conseil
législatif Palestinien

Membre suppléant
de la commission de
l'environnement de la
santé publique et de la
sécurité alimentaire

Membre suppléant
de la délégation
parlementaire
sur l'OMC

Édito

Le Parlement européen poursuit son travail dans un moment où le projet politique européen est en panne dans l'attente de l'élection présidentielle française. Cela donne une responsabilité particulière aux socialistes français. Mais cette responsabilité doit s'inscrire dans une démarche collective à l'échelle européenne. Le congrès du Parti Socialiste européen qui s'est tenu à Porto du 6 au 8 décembre, a revêtu à

ce titre une importance politique essentielle dans cette période. Avec les modifications statutaires pour en faire un parti de débats et avec la réélection de Paul Rasmussen comme président, le PSE est maintenant un outil politique au sein de la famille socialiste européenne. C'est un atout majeur.

D'autre part, des textes auront été adoptés sur l'Europe sociale, sur l'environnement, sur la question institutionnelle en prévision des présidences allemande puis française.

En 2007, elles seront déterminantes pour une relance effective du projet européen.

Aux socialistes européens et, aujourd'hui aux socialistes français, dans le cadre d'un PSE rénové, de proposer ensemble un chemin pour reprendre la longue aventure de la construction européenne tant nécessaire pour faire face aux enjeux du monde.

Mais depuis l'été au Parlement Européen, plusieurs textes majeurs nous ont mobilisés. Je retiendrai surtout le travail mené sur la viticulture, les bio-technologies où j'ai pu faire prévaloir un point de vue différent du point de vue initial dans le sens d'une prise en compte des dimensions sociales et environnementales des problèmes.

Ce qui restera d'essentiel dans cette période pour l'action que j'ai menée ces derniers mois a été le colloque sur l'avenir de l'agriculture européenne qui a réuni plus de 200 participants et experts de différents pays européens.

L'objectif était de se donner le temps de la réflexion sur les défis et les enjeux pour les vingt années qui viennent et de se fixer à l'échelle de l'Europe, de nouveaux objectifs et un cadre en prévision d'une éventuelle évolution de la réforme de 2003.

Car rien ne serait pire que de repartir comme cela a été le cas depuis 1982-83 sur des réformes sans cadre pour les agriculteurs sans donner de sens à un projet agricole et alimentaire européen.

La ligne directrice que nous devons suivre est de créer un modèle agricole et alimentaire économiquement viable, durable en intégrant l'environnement par une évolution profonde des modèles de production et socialement équitable dans la répartition des aides.

Enfin, le travail au sein du Parlement va se poursuivre car plus que jamais le projet européen doit être au cœur de notre projet.

Mais avant toute chose je vous souhaite une bonne année 2007.



Groupe Socialiste au
Parlement Européen

Quel avenir pour l'agriculture européenne ?

Colloque du PSE du 7 novembre 2006, Parlement Européen Bruxelles

Face à l'évolution du monde, pour préparer les réformes à venir, les socialistes européens réfléchissent à l'avenir de la PAC (Politique Agricole Commune). **À l'initiative de Stéphane Le Foll et avec l'appui de Katerina Batzeli, députée européenne grecque et coordinatrice PSE de la commission agricole**, le Parti Socialiste Européen a organisé un séminaire « Défis et perspectives du modèle agricole européen » le mardi 7 novembre 2006 au Parlement Européen à Bruxelles.



Devant une salle pleine, de nombreux experts ont présenté la situation actuelle et l'avenir de l'agriculture européenne, les enjeux immédiats liés à la PAC et aux négociations à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Jean-Luc Demarty, directeur général de la Direction Générale Agriculture à la Commission Européenne, a présenté la mise en œuvre de la réforme 2003 de la PAC. Il a réaffirmé son importance et le soutien à l'agriculture européenne afin d'assurer des revenus viables aux agriculteurs, de sécuriser les approvisionnements, de protéger l'environnement. L'agriculteur a un rôle majeur: producteur de bien public et de services non marchands, en charge d'une grande partie de l'environnement.

José Puxeu, Secrétaire d'État à l'Agriculture et au développement en Espagne, s'est davantage projeté sur les réformes futures et sur les échéances de 2013.

Katarzyna Barbara Duzkowska-Malysz, économiste et conseillère auprès du Président de la République polonaise a présenté la vision des nouveaux pays membres. La mise en œuvre de cette nouvelle politique doit permettre la modernisation de leur agriculture et une plus grande égalité des revenus et, enfin, doit combler les différences entre zones rurales. Elle a insisté sur le fait que l'agriculture est productrice de bien public.

Michel Griffon, agronome et économiste (CIRAD, recherche agronomique au service des pays du sud), a ensuite fait de la prospective. Il nous a présenté les

perspectives de l'agriculture mondiale en 2050 et ses défis liés à l'évolution des climats, de la population et des enjeux économiques.

Pour finir la matinée, **Renate Nikolay, membre du cabinet Mandelson à la Commission Européenne**, a fait un point sur l'état des négociations à l'OMC.

L'après-midi, **Stéphane Le Foll** a ouvert les débats en présentant l'agriculture de demain. **Elle doit répondre aux besoins alimentaires en innovant mais aussi en conservant sa richesse et sa diversité culturelle. Elle doit mettre en place des modèles de productions agricoles préservant l'environnement et trouver l'équilibre entre espace rural et espace urbain.** Il propose trois outils pour y arriver, garantir la politique agricole commune avec une meilleure répartition des aides, organiser le lien entre produit agricole et produit transformé, garder des moyens avec un budget européen important. **Il insiste sur le fait qu'une démarche de dialogue et de réflexion doit être mise en place.**

Gabor Udevecz, directeur de l'institut de recherche agricole de Hongrie, fait le point sur l'état de la recherche et des nouvelles technologies.

Paul Colonna, INRA de Nantes, chef du Département «caractérisation et élaboration des produits issus de l'agriculture», a présenté les nouvelles applications dans les domaines des biotechnologies. La chimie verte est une vraie révolution qui est amenée à remplacer une partie de la chimie traditionnelle à base de carbone fossile.

Deux agriculteurs français, **Konrad Schreiber** et **Jean-François Sarreau** du réseau APAD (Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable), ont présenté un nouveau modèle de production, basé sur les TCS (Techniques Culturelles Simplifiées). Pour faire face aux problèmes comme l'érosion, la raréfaction du pétrole, protéger la biodiversité, diminuer les charges et le temps de travail, ils proposent ces techniques nouvelles sans travail du sol.

Francesco Adornato, Professeur de l'Université de Macerate en Italie, a parlé de culture alimentaire. La production agricole européenne est porteuse de valeurs culturelles très fortes. Cette richesse ne doit pas être détruite par le processus de globalisation.

Ensuite, **Philippe Perrier Cornet**, directeur de recherche à l'INRA, a parlé d'agriculture et de ruralité. Il a présenté l'évolution des espaces ruraux européens d'aujourd'hui à 2020. Il a présenté plusieurs évolutions possibles. Une agriculture de service et de proximité pourrait se développer, mais il n'y aurait plus de place pour une production intensive. La production agricole pourrait développer les fonctions productives en intégrant les notions de développement durable. L'agriculteur pourrait aussi ne plus être le seul prestataire pour la gestion de l'environnement (grands groupes, multinationales...).

Vendredi 19 janvier à 18h00

Forum-Débat

«Avenir de l'agriculture et de l'alimentation»

avec la participation de **Michel Griffon**
chercheur à l'INRA et spécialiste du développement durable
et de question alimentaire dans le monde.

Lima Santos, Professeur à l'Institut Supérieur de l'Agronomie de Lisbonne a complété la présentation autour d'agriculture et ruralité, en évoquant la situation portugaise. Comme dans le reste de l'Europe, l'agriculture portugaise est très inégale, entre des zones très compétitives et d'autres moins. Le maintien de ces zones, soutenues par les aides européennes, est nécessaire pour la protection de l'environnement et pour la biodiversité.

Stéphane Le Foll a clos le séminaire en revenant sur ce que les socialistes européens doivent défendre.

L'Europe doit garantir la diversité de l'agriculture, la richesse culturelle alimentaire, la protection de l'environnement. Elle doit retrouver l'harmonie entre urbain et rural. Les agriculteurs doivent engager une démarche de dialogue avec les citoyens, les élus et la société pour construire les nouveaux modèles agricoles de demain.

Depuis juin, avec le « Groupe Saint-Germain », Stéphane Le Foll a lancé la réflexion sur un nouveau modèle agricole

Face au désarroi d'une grande partie des acteurs agricoles, aux nouvelles attentes sociétales en matière d'alimentation, d'environnement et de modes de vie, et dans la perspective de la renégociation de la PAC à l'horizon 2008, **Stéphane Le Foll**, député européen, membre de la commission agriculture du Parlement européen, a souhaité constituer un groupe de réflexion: le « Groupe Saint-Germain », du nom du Boulevard où il se réunit régulièrement depuis juin dernier, mais aussi en écho à l'histoire du monde coopératif et syndical agricole français. C'est en effet sous cette même dénomination que furent désignés les syndicats agricoles de gauche dont Gambetta, à la fin du XIX^e siècle, avait créé les prémices avec la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture, boulevard Saint-Germain.

Composé d'une quinzaine d'universitaires, de chercheurs, de spécialistes de la communication publique et de responsables professionnels, figurant parmi les meilleurs connaisseurs du monde agricole et rural et du contexte international, ce groupe conduit une réflexion pluridisciplinaire, mobilisant les regards

de la sociologie, de la psychologie, de l'histoire, de l'économie et de l'agronomie...

Ses échanges réguliers ont pour objectif d'éclairer les dynamiques comme les tensions qui traversent actuellement les territoires ruraux, ainsi que de conduire une prospective sur leur avenir, autour de nouveaux axes structurants plus pertinents au regard de l'évolution de l'agriculture, de la ruralité et de leur environnement.

Ainsi, parmi les questions abordées lors de ces échanges, figurent notamment celle du malaise identitaire qui touche une grande partie des agriculteurs, celle des représentations de l'activité agricole chez les urbains et celle des points de rencontre possible entre l'imaginaire et le réel par une redéfinition du projet de l'agriculture, de ses territoires, ses fonctions, ses hommes. **Quelle agriculture voulons-nous ? Comment y intégrer les contraintes économiques et réglementaires ? Quelle vision partagée des mondes agricoles et ruraux serait à même d'offrir aux agriculteurs un revenu, une reconnaissance et une légitimité dans la société ?**



Prochaines sessions

du Parlement à Strasbourg

Du 15 au 19 janvier 2007

Du 12 au 15 février 2007

Du 12 au 15 mars 2007

du Parlement à Bruxelles

31 janvier et 1^{er} février 2007

28 et 29 mars 2007

Réunions de la commission agricole

23 et 24 janvier 2007

26 et 27 février 2007

20 et 21 mars 2007

Permanence européenne : Le Mans

72, bd Anatole-France

72000 Le Mans

Tél. : 02 43 23 79 19

fax : 02 43 23 39 57

permanence@lefoll.net

Assistants parlementaires

Patrick HERBELIN

Marie HAMEL

Bureau Bruxelles

Tél. : 00 32 2 284 54 95

fax : 00 32 2 284 94 95

Bureau Strasbourg

Tél. : 03 88 17 54 95

fax : 03 88 17 94 95

slefoll@europarl.eu.int

Attaché parlementaire

Jacques LOYAU

site Internet : www.lefoll.net



La réforme de la viticulture

La Commission avait adopté une communication préconisant l'arrachage de vignes, la modification de l'étiquetage... **Le Parlement européen s'est saisi du problème. Stéphane Le Foll réagit :**

« Le problème du secteur viticole européen est de pouvoir vendre sa production, notamment sur un marché mondial en expansion, plutôt que de devoir la réduire. Les propositions de la Commission sont, sur ce point, totalement inadaptées. La Commission ne propose pas de véritable stratégie d'avenir pour le secteur.

Une réforme est nécessaire et urgente. Celle-ci doit permettre de préserver le secteur et d'assurer un avenir pour de nombreux producteurs dans le cadre d'un développement durable.

Le secteur a pris du retard par rapport à ses concurrents mondiaux, notamment ceux du nouveau monde. Aujourd'hui, la viticulture européenne a besoin d'un véritable plan de modernisation. Elle doit être davantage présente sur les marchés extérieurs. **Ceci passe par une restructuration complète de la filière vitivinicole européenne accompagnée d'un vaste plan social.** Les adaptations nécessaires ne pourront être engagées par l'ensemble des producteurs actuels. Les propositions de la Commission ne prennent pas la mesure de cet enjeu. Le

changement des règles de l'OCM est insuffisant et les moyens n'y sont pas. Une réforme de ce type est coûteuse les premières années.

Notre rapporteur prend assez justement le contre-pied des propositions de la Commission. L'arrachage tout azimut ne peut être la pierre angulaire de cette réforme. **L'Europe n'a pas à sacrifier son potentiel de production, elle doit l'adapter aux réalités des marchés. »**

Rencontre au lycée agricole du Mené à Merdrignac (22)

Dans le cadre d'une journée consacrée à la citoyenneté européenne, M. Yannick Ermel, proviseur et M^{me} Annie Urvoy, enseignante d'Éducation Socioculturelle, ont invité Stéphane Le Foll. Les formations dispensées par cet établissement sont principalement des Bac Pro, des BEPA et BTS, toutes liées à l'agriculture ou l'horticulture. Cette rencontre a permis au député européen d'expliquer le fonctionnement des institutions européennes (commission européenne, conseil des ministres et Parlement) et d'évoquer la Politique Agricole Commune. Enfin, les élèves ont pu poser quelques questions. Cette rencontre a permis aux élèves de mieux appréhender les enjeux futurs de la construction de l'Europe.

Et la réforme des bio-technologies ?

Nous sommes nombreux au Parlement européen à souhaiter, comme bien des citoyens attentifs à nos travaux, une autre orientation du rapport Virrankoski. Nous allons, au sein de la Commission agriculture, examiner et voter ce projet de texte prochainement. Grâce à notre travail législatif, nous espérons pouvoir modifier l'approche aveugle, irraisonnable et sans discernement prise par le rapporteur.

Le secteur des biotechnologies ne se résume pas aux seuls OGM, bien d'autres domaines de recherche touchant l'alimentation, l'agriculture, la sylviculture et l'environnement sont concernés. Demain la chimie verte pourra se substituer à la

pétrochimie. Elle a l'avantage d'employer des ressources naturelles renouvelables biodégradables ayant moins d'impacts négatifs sur l'environnement et la santé que les molécules de synthèse actuelles. Ma position est toute aussi claire sur la partie biotechnologies dévolue aux OGM. Je ne m'oppose pas par principe aux travaux de recherche en laboratoire, susceptibles d'avoir un intérêt général pour la santé. **Je suis en revanche farouchement opposé à la culture de plein-champs des produits transgéniques compte tenu des risques encourus pour la santé et l'environnement. Face aux incertitudes actuelles, le principe de précaution doit selon moi s'imposer.**

Rencontre avec la CGT du port Nantes Saint-Nazaire

En janvier 2006, une première rencontre a eu lieu entre les deux députés européens Stéphane Le Foll et Yannick Vaugrenard et les élus CGT des dockers et des travailleurs du port de Nantes St-Nazaire. Cette rencontre avait pour but d'échanger leur point de vue juste avant le débat au Parlement européen sur la directive sur la libéralisation des services portuaires. Celle-ci a été repoussée par les élus du Parlement.

Au début Septembre 2006, les représentants CGT du port ont présentés aux deux députés les différentes activités du port de Nantes St-Nazaire. Ils ont rencontrés de nombreux employés dans le cadre de leur travail. **Une bonne méthode pour apprécier et mieux défendre les dossiers qui pourraient apparaître prochainement.**

